

Les subsides

Examinons maintenant la situation tragique à Calgary et à Edmonton. N'est-il pas étrange, monsieur le Président, que le 30 mars 1984, je me prenne à parler à la Chambre des communes du marasme où sont plongées deux villes qui, il y a à peine quatre ans, étaient parmi les plus prospères non seulement du Canada, mais de toute l'Amérique du Nord? C'est bien la preuve que même si notre économie battait de l'aile à la fin des années 70, au moins l'Alberta avait une économie relativement prospère. Survint alors le Programme énergétique national qui a durement touché une industrie qui s'en tirait assez bien en Alberta—elle aurait peut-être connu un certain déclin de toutes manières—mais le Programme énergétique national a accéléré ce déclin de façon incroyable. Résultat: à Edmonton où il y avait 14,000 chômeurs en 1980, il y en a maintenant 46,000, soit une hausse de 32,000. Cela représente en gros la population de la plus grande ville de ma circonscription, celle de Newmarket. Cela revient à dire que tous les habitants de Newmarket, hommes, femmes et enfants, sont, en fait, sans travail. Ou encore, que 32,000 personnes sont sans emploi dans la seule ville d'Edmonton. En pourcentage, le taux de chômage a triplé à Edmonton, passant de 4.1 à 12.1 p. 100.

Il y a ensuite le cas de Calgary. Douze milles personnes y cherchaient du travail en 1980. Les députés se rappelleront que c'est alors que nous avons malheureusement perdu le pouvoir. Il y a maintenant 45,000 chômeurs à Calgary, soit une hausse de 33,000. En pourcentage, le chômage y a presque triplé, passant de 3.6 à 12.2 p. 100.

A Vancouver, il y a aujourd'hui 48,000 chômeurs de plus qu'en 1980, leur nombre ayant passé de 36,000 à 84,000 depuis. Cela signifie que 12.3 p. 100 de la population de Vancouver sont sans travail.

Je tenais à citer ces chiffres, car lorsque nous examinons les éléments de la motion dont la Chambre est saisie, nous oublions ce que cela veut dire du point de vue humain. Je veux mentionner l'affaissement du dollar, l'inflation, les hausses actuelles des taux d'intérêt et le ralentissement général de notre économie, toutes choses qui auraient pu être évitées. Et pourtant, lorsqu'on jette un coup d'œil en arrière, lorsque je remonte à 1972, année où j'ai été élu pour la première fois à la Chambre des communes, on peut voir combien c'était prévisible, à quel point le gouvernement de l'époque prenait toutes les mesures qu'il fallait pour déboucher sur le malaise actuel aussi sûrement que la nuit suit le jour.

Je suis venu à la Chambre à cause de la façon dont le gouvernement faisait la révision de l'impôt, méprisant ostensiblement le public au départ et jetant l'économie toute entière dans la plus terrible consternation. Déjà à la fin des années 60 et au début des années 70, l'arrivée du premier ministre (M. Trudeau) laissait prévoir le pire pour le pays. Il ne mettait pas les valeurs à la bonne place. Il était fasciné, comme l'histoire l'a prouvé, par ce qui divisait le pays, ce qui essentiellement détournait l'attention de la nation et certainement de la Chambre de cet objectif premier et primordial qui est d'assurer le fonctionnement satisfaisant de l'économie et de ce second objectif qui est de procurer aux Canadiens la prospérité à laquelle ils ont droit.

C'est le problème chronique avec lequel nous vivons. Je dirais qu'il est apparu plus vivement à cette époque obsédante où le gouvernement libéral minoritaire s'est maintenu au pouvoir avec la complicité des socialistes entre 1972 et 1974. Au cours de cette période où nous avons constaté chez les libéraux

l'ambition désespérée de conserver le pouvoir, le gouvernement Trudeau a virtuellement capitulé devant tous les ultimatums que lui ont servis les socialistes qui siègent à notre gauche. Le résultat net, sous le régime du faible ministre des Finances d'alors, a été la montée en flèche des dépenses.

• (1420)

Je pensais que nous ne reverrions plus ce ministre au niveau fédéral, mais à ce que je vois, il croit qu'il ne doit pas revenir servir un nouveau mandat comme ministre des Finances, Dieu nous en préserve, mais comme chef du parti libéral et, l'espère-t-il, comme premier ministre. Je veux parler, bien sûr, de John Turner. Du temps qu'il était ministre des Finances, j'ai pu le voir, en ma qualité de critique, doubler les dépenses publiques sur une période de 40 mois, avant de prendre congé de nous. Il a doublé les dépenses fédérales et fait connaître au pays pour la première fois le financement par la voie du déficit budgétaire en temps de paix. Quand il a résigné ses fonctions, le déficit avait connu une ascension fulgurante d'un niveau bien inférieur à un milliard de dollars. Si nous faisons la moyenne des années d'excédent et de déficit, il nous a légué un déficit de 5.6 milliards. Certains parlent maintenant de lui comme de l'homme de la responsabilité, de la modération fiscale. Je les invite d'abord à examiner l'évolution de la situation. L'inflation et le chômage ont augmenté tandis que le taux de croissance économique a fléchi en même temps que notre dollar. C'était le début de la catastrophe inqualifiable dans laquelle le Canada est plongé maintenant.

Après avoir établi ces programmes de dépenses qui ont doublé les dépenses fédérales en 40 mois, il a ensuite proposé l'indexation. Le gouvernement s'est trouvé dans une position financière embarrassante: aux prises avec des dépenses incontrôlables qui n'ont pas été indexées, sauf à rebours, et que l'inflation pouvait faire grimper, il se retrouvait avec des recettes indexées de façon qu'elles plafonnent. Après avoir établi une politique fiscale qui a provoqué le nivellement des recettes, mais aussi une majoration croissante des dépenses, non seulement il a démissionné à titre de ministre des Finances, mais il est retourné dans le secteur privé où il a gagné des centaines de milliers de dollars par an, sans doute en révélant aux Canadiens ce qui clochait à Ottawa, à en croire ses lettres personnelles à l'époque.

C'est ce dont nous avons hérité. Nous avons hérité d'un régime accusant un écart de plus de 30 milliards de dollars entre les recettes et les dépenses. Comme on l'a signalé, il s'agit d'un déficit 50 p. 100 plus élevé par habitant que celui qui inquiète les Américains. Non seulement le déficit absorbe l'épargne des Canadiens, mais il fait grimper les taux d'intérêt au point que 30 p. 100 des recettes fiscales est affecté au seul paiement des intérêts. C'est ce qui arrive.

Le gouvernement avoue que 20 p. 100 de ses dépenses est affecté au service de la dette, mais il hésite à reconnaître, à propos des dépenses atteignant 100 milliards de dollars, que ses recettes ne s'élèvent qu'à environ 66 milliards de dollars. Cela signifie que, pour chaque \$1.50 qu'il dépense, il ne peut verser que un dollar. Voilà pourquoi il doit remettre 30c. de chaque dollar qu'il touche et il arrive fréquemment que c'est un étranger qui reçoit ces 30c. en totalité ou en partie.